

Le programme commun avant le casting

mardi 26 mai 2020, par [Denis COLLIN](#)

Le programme commun avant le casting

L'élection présidentielle aura eu lieu dans moins de deux ans. Donc, nous commençons à voir le défilé des vedettes pour le casting du premier tour, en attendant le second. La « gauche libérale » vaguement de gauche a fait sa tribune (voir notre [article dans La Sociale](#)). Les Valls, Royal, Hollande font déjà un tour de piste (bonjour la nouveauté !). On parle d'Hidalgo si, comme c'est vraisemblable elle conserve la mairie de Paris. Mélenchon est entré en campagne, Jadot ne cache pas ses ambitions, le PCF cherche un « candidat d'union » qui ait son agrément... Le caractère délétère des institutions de la Ve République et de l'élection du président au suffrage universel produit ses habituels ravages.

Avant de trouver le bon acteur, commençons par délimiter les objectifs.

Il faut tout faire pour sortir Macron et sa clique sans redonner le pouvoir à la « droite » (LR avec ou sans EM) qui servira le même plat. On les connaît.

Pour atteindre cet objectif, il faut rassembler le peuple, c'est-à-dire le « petit peuple », les gens qui se lèvent tôt, qui font tourner le pays en cas de grosse crise, comme on l'a vu et comme on le voit encore, les salariés, les chômeurs, les indépendants et les dépendants. Bref, le bloc du bas.

Pour rassembler ce bloc populaire (qui n'est pas limité au « peuple de gauche » dont une bonne partie est passée définitivement du côté de la droite macroniste), il est nécessaire de mettre en avant les mesures d'urgence nationale. Les palinodies autour de l'accord Merkel-Macron et les batailles dans un bassin bruxellois entre les prétendus « frugaux » — quelle blague ! — et les « dépensiers » ne concernent qu'une seule question : comment faire payer aux travailleurs et à tous ceux d'en bas le prix de la crise du Covid-19 ? Il faut redonner à notre peuple la possibilité de choisir son destin et donc deux mesures s'imposent :

- **Sortir de l'euro** et battre monnaie selon notre volonté souveraine.
- Bâtir un plan de reconstruction de notre souveraineté, c'est-à-dire de reconstruction de l'appareil productif pour la **défense du « made in France »**.
Ensuite, il est nécessaire de faire du nettoyage, et donc de balayer toutes les lois antisociales et liberticides de la clique Hollande - Macron, car les deux ne font qu'un. Donc envoyer définitivement à la poubelle la « réforme » des retraites, abroger la réforme de l'assurance-chômage, abroger la « loi travail » de Macron ainsi que la loi dite El Khomry, rétablir pleinement les diverses institutions représentatives et garantir l'indépendance des syndicats contre toutes les tentatives « verticalistes ».

Un autre point devrait faire consensus : en finir avec le CICE, rétablir l'ISF et abroger la « flat tax » sur les revenus de ceux qui gagnent de l'argent en dormant. Une augmentation sérieuse du SMIC et le rattrapage des salaires dans les secteurs qui ont beaucoup perdu s'impose également.

Enfin, il est absolument nécessaire de s'engager dans une grande réforme institutionnelle, qui pourrait être adoptée par une assemblée constituante, le cas échéant et qui nous ferait revenir à la république parlementaire (le Parlement fait les lois et pas le gouvernement avec des décrets) et l'exécutif se contente d'exécuter — un ministre est un serviteur, on ne devrait jamais l'oublier. Il faut établir l'indépendance réelle de la justice et redonner au pouvoir judiciaire les prérogatives que le régime d'exception lui a ôtées. Pour que le pouvoir législatif représente honnêtement le peuple dans sa diversité et empêcher que la décision revienne au petit quart des privilégiés, il faut établir la proportionnelle. Enfin, l'organisation du pays doit revenir à son socle républicain : les communes et les départements — s'il y a besoin d'entraide

on peut faire des coopérations à la carte.

On peut améliorer cette ébauche de programme. Il faudrait sans doute définir des perspectives à moyen et à long terme. Nous en avons déjà esquissé quelques-unes sur ce site. Mais si on commençait par des comités pour un programme commun de défense du peuple, on pourrait aborder en de bonnes conditions les prochaines échéances.

Le 26 mai 2020 — Denis Collin